



88^{ème} SEMAINE SOCIALE WALLONIE-BRUXELLES

Conclusions politiques **Thierry Jacques, Président du MOC**

Chers amies, chers amis,

L'an passé, nous avons déjà décidé de traiter le thème de l'école lors de notre Semaine Sociale Wallonne et Bruxelloise.

Mais, quelques mois avant son organisation, nous avons décidé d'en changer le sujet: la crise s'était emparée des marchés financiers, et ses effets s'étendaient en cascade sur la population, les travailleurs, les allocataires sociaux, les finances publiques, les Etats; cette crise sans précédent (même si, pour nous rassurer, les experts parlaient de la plus grave crise depuis celle des années 30) ne « pouvait pas attendre »; l'actualité s'imposait à nous, et il était impératif, et urgent, d'en identifier les causes, et d'explorer ensemble des pistes permettant de sortir solidairement et durablement de cette nouvelle crise aux dimensions financière, sociale, économique, environnementale.

Le choix fut donc fait par le Bureau Politique du Mouvement: l'école, ce serait pour plus tard. Nous avons donc d'une certaine façon considéré que l'école, contrairement à la crise, pouvait attendre un peu... 2010, plutôt que 2009...

Il est vrai que le sujet de l'enseignement a été traité de nombreuses fois lors des 87 Semaines sociales qui ont précédé celle-ci. Et qu'il est, et a été de tout temps au sein du MOC, une priorité forte.

(Par un travail permanent en interne du Mouvement, au niveau de l'ensemble de la Communauté française comme dans les différentes régions. Par la présence du MOC au sein du COGEC, qui réunit les différents partenaires de l'enseignement libre, et par l'engagement de nombreux militants du Mouvement et de ses organisations dans divers PO d'établissements d'enseignement. Par la participation active du Mouvement à diverses plate-formes qui multiplient les interpellations politiques sur l'actualité de l'enseignement, et il faut bien reconnaître qu'elle fût chargée ces dernières années !

On peut aussi rappeler ici l'implication forte du MOC et de la CSC dans les travaux du Conseil de l'Education et de la Formation, qui fût, et redeviendra rapidement, nous l'espérons, un outil novateur et particulièrement productif sur de nombreux dossiers essentiels en matière d'enseignement et de formation.)

Mais, si on y regarde de plus près, le choix de l'enseignement, et surtout la porte d'entrée de l'égalité et de la démocratisation qui a été la nôtre durant ces deux jours, présente des liens étroits avec la réflexion menée sur la crise. Car les analyses que nous avons faites l'an passé convergeaient toutes vers ceci: la crise globale que nous connaissons n'est pas un simple accident de parcours, une panne de moteur ou un dérèglement dans le système, c'est une crise inhérente au fonctionnement du système, c'est une crise du modèle de croissance que nous nous sommes laissés imposer depuis plusieurs décennies. Et ce modèle, il est basé sur des inégalités qui n'ont cessé de se creuser, entre

les revenus du travail et ceux du capital, et entre les populations des pays riches et celles des pays pauvres.

La question du service public de l'éducation, face aux inégalités engendrées par le marché, et celle des moyens que nous nous donnons collectivement pour assurer ce service public se trouvent donc au coeur d'un projet de société qui s'écarte radicalement de celui qui nous a conduit à la situation de crise actuelle.

Alors, la question a été posée hier par Marc Demeuse: faut-il commencer par changer l'école ou par changer la société ?

Nous savons bien que l'école ne peut à elle seule résoudre tous les problèmes que pose l'évolution de la société.

Et qu'il est évidemment difficile de développer une école d'égalité dans un quasi-marché scolaire qui entretient la compétition, la performance, la distinction et le mérite.

De faire de l'égalité scolaire dans une société remplie d'inégalités.

De faire de la mixité sociale et culturelle dans une société qui s'applique à vouloir dresser des murs et organiser des ghettos.

De développer le sens de la solidarité, du collectif, de la coopération, dans un environnement qui promeut le chacun pour soi et la réussite individuelle.

Mais nous ne pouvons accepter qu'en Communauté française de Belgique, l'origine sociale des élèves et le capital culturel de leurs parents soient aussi surdéterminants dans leur parcours scolaire. Ni que la ségrégation de notre système scolaire conduise à une dualisation de plus en plus marquée des établissements et à l'échec d'un très grand nombre d'élèves, massivement issus des milieux populaires.

Poser le problème de la question sociale de l'école est donc pour nous indissociable du projet politique que nous défendons pour l'organisation de la société toute entière.

Notre projet politique se base sur une considération fondamentale: l'égalité doit être le moteur du développement humain. Dans ce cadre, le rôle du politique doit être d'organiser un pilotage du système éducatif qui le tient à l'écart du marché et de sa logique de compétition, tout en donnant aux acteurs l'autonomie de fonctionnement nécessaire à la qualité pédagogique et à la prise en compte des contraintes vécues sur le terrain.

C'est en ce sens que nous avons toujours défendu l'idée des bassins scolaires, dont la dynamique doit permettre de développer la coresponsabilité des acteurs au niveau d'une zone déterminée (alors qu'ils sont aujourd'hui souvent isolés et laissés à eux-mêmes face à leur responsabilité) dans un esprit de coopération en lieu et place de la concurrence entre établissements que l'on connaît le plus souvent aujourd'hui.

C'est en ce sens également que nous estimons urgent d'améliorer de façon substantielle l'organisation de la gestion globale du système éducatif, telle que la Déclaration de Politique Communautaire l'a d'ailleurs prévu, en retirant au Gouvernement et au Ministre de l'Education sa fonction de pouvoir organisateur de l'enseignement officiel, lui permettant ainsi d'assumer pleinement et sans réserve sa mission de régulateur, et en établissant un mode de concertation sociale qui garantisse à chaque partie, et notamment aux pouvoirs organisateurs, une réelle capacité de dialogue et de négociation.

Et enfin, c'est aussi en ce sens que nous sommes a priori plutôt favorables à un projet de répartition des moyens scolaires selon le principe « Robin des Bois ». C'est-à-dire une redistribution d'une partie des moyens vers les écoles les plus mal loties. Encore faut-il s'entendre sur le montant de la part redistribuée, et dès lors sur le nombre d'écoles contributrices: pour nous, il faut cibler l'effort

sur la petite catégories des écoles qui refusent la mixité, et qui doivent donc, en bonne logique, participer davantage à l'effort permettant de doter davantage les écoles les plus en difficultés. A défaut, on a un système qui fâche à peu près tout le monde, et qui de plus ne sert pas à grand chose. Madame la Ministre,, mais je me dois de vous avertir que votre Robin des Bois a été traité hier de gagne-petit par les uns, et, excusez-moi par avance, de gros couillon par les autres.

Plus d'Europe et mieux d'Europe

En ce qui concerne l'actualité sociale et politique, j'aimerais d'abord vous parler de l'Europe, puisque la Belgique en occupera la présidence durant le deuxième semestre de cette année.

Notre pays, sait, mieux que d'autres, l'importance capitale d'une Europe unie, d'une Europe démocratique, d'une Europe de paix, d'une Europe sociale et solidaire. Il se doit donc de donner une orientation significative à la construction de cette Europe-là, nous attendons des responsables politiques de notre pays qu'ils soient capables de donner un nouvel élan au projet européen. C'est-à-dire proposer autre chose que l'Europe des marchands, l'Europe de Bolkestein, l'Europe de la compétitivité et des délocalisations, l'Europe confuse et paralysée sur le terrain international, que ce soit dans l'Afrique des grands lacs ou au Proche-Orient.

Ces dernières années, et l'abstentionnisme aux scrutins européens en atteste, les citoyennes et citoyens européens n'y croient plus. L'enthousiasme d'il y a encore quelques années a fait place au désenchantement. Parce que l'Europe apparaît comme un espace de libéralisme totalement dérégulé, qui met les entreprises et les travailleurs en concurrence, qui, à grand renfort de flexisécurité détricote la protection sociale dont on dit pourtant qu'elle est au fondement du modèle social européen, qui ne parvient pas (ou ne veut pas ?) à imposer une régulation des marchés financiers, qui se montre incapable de jouer un rôle décisif dans le concert international lorsqu'il s'agit de défendre les droits des peuples ou de faire prendre des décisions ambitieuses pour répondre au défi climatique. Ce n'est pas l'Europe que nous voulons.

La présidence belge a quelques belles cartes à jouer.

Dans au moins 4 domaines:

le financier, en négociant de véritables instruments publics qui mettent fin à l'économie-casino, à la financiarisation de l'économie;

le climat, pour lequel l'Europe doit, comme elle a pu le faire par le passé dans d'autres domaines, jouer un rôle de pionnier et de modèle en proposant un plan ambitieux sur la réduction des gaz à effets de serre;

la répartition des richesses, à l'intérieur de chaque Etat européen, entre les revenus du travail et les revenus du capital, et au sein de la catégorie des revenus professionnels, ce qui devrait permettre par ailleurs de progresser de manière décisive dans la lutte contre les inégalités entre les hommes et les femmes; mais aussi bien entendu la répartition des richesses entre les pays riches et les pays pauvres, confrontés à de dramatiques crises alimentaires qui s'annoncent en plusieurs régions d'Afrique notamment, et principales victimes des changements climatiques qui provoquent la famine et l'exil;

le travail décent, à nouveau au sein de l'Europe, dont le modèle social est sans cesse attaqué par les partisans du libre marché et de la flexibilité, mais également à l'échelle du monde: car dans les pays pauvres et les pays émergents, et nous le savons tous, c'est l'exploitation et l'inégalité sociale que

nous avons combattue chez nous il y a plus d'un siècle qui est aujourd'hui le lot quotidien de très nombreuses travailleuses et de très nombreux travailleurs.

Plus précisément, la Belgique pourrait utilement remettre à l'ordre du jour une taxe Tobin-Spahn sur les transactions financières internationales. Rappelons-nous que le Parlement belge l'a unanimement votée, en la conditionnant à une réglementation décidée pour toute l'Europe. L'occasion est donc belle de passer du discours aux actes.

Elle pourrait aussi proposer un accord sur la taxation du carburant utilisé par le transport aérien, de façon à refléter correctement le coût environnemental de ce type de déplacements. Chaque fois que la question est évoquée, on nous répond qu'il est impossible de faire une avancée à ce sujet au sein d'un seul pays. Ce serait donc un signe positif majeur que l'Europe adresserait aux Etats-Unis et aux autres puissances mondiales à l'occasion du sommet de Cancun sur les changements climatiques.

Elle pourrait également mettre à l'ordre du jour l'instauration au niveau Européen d'un revenu minimum et d'un salaire minimum, en rapport avec le revenu et le salaire médian de chaque Etat-membre (voir proposition déposée au Parlement belge).

Et elle doit absolument mettre au coeur de l'agenda européen la question de l'emploi. Les perspectives de destruction d'emplois partout en Europe sont affolantes, et les espoirs de création nette d'emplois restent éloignés. Il faut une mobilisation massive des pays européens en vue d'apporter une réponse, ou plutôt un ensemble de réponses, au problème crucial de l'emploi, et en particulier de l'emploi des jeunes. Une piste peut-être: un Livre Blanc, sur le modèle de ce que Jacques Delors avait rédigé lorsqu'il présidait la Commission, centré sur de grands chantiers initiés par les pouvoirs publics dans les filières du développement durable, de la protection et la valorisation de l'environnement, des économies d'énergie. Peut-être que le moment est venu de réinventer l'initiative industrielle publique, par exemple pour soutenir l'énorme besoin de financement en matière d'isolation de l'habitat.

BHV et autres joyusetés belgo-belges

Sur le plan fédéral, notre actualité immédiate ne fera hélas pas l'économie de la question institutionnelle, nous l'avons tous bien compris. Avec l'ACW, nous nous concertons de manière permanente, et nous sommes d'accord pour dire que des solutions pragmatiques doivent être trouvées en évitant la relance d'interminables négociations communautaires; celles-ci distrairaient nos responsables politiques de leur mission essentielle aujourd'hui: sauver notre modèle social solidaire, soutenir l'emploi et notre économie tout en la réorientant vers un autre développement, préparer un avenir pour les citoyens du sud, du nord et du centre du pays. L'institutionnel n'est pas notre tasse de thé, encore moins notre priorité, mais nous ne sommes pas naïfs, nous savons que le feu couve, et que certains, au nord comme au sud, n'ont qu'une envie: souffler sur les braises. La crise économique et les pertes d'emplois imposent plus que jamais que la question soit traitée calmement, sereinement, avec raison et responsabilité, assurément loin des caméras et des micros, et en cherchant à utiliser ce qu'il y a de mieux dans le modèle belge.

En tout cas, pour nous, les choses sont claires: le Gouvernement doit aller jusqu'au bout de son mandat, et il serait catastrophique, dans la situation sociale et économique actuelle, qu'il vienne à chuter sur un désaccord de type communautaire. Ce sont les travailleurs, les allocataires sociaux, les familles en difficultés qui seraient victimes d'une telle situation politique, et notre Mouvement et les organisations qu'il rassemble ne l'accepteront pas !

L'enjeu fondamental aujourd'hui est d'améliorer la qualité de vie, de chacune et chacun. Cela repose d'abord sur des mécanismes de solidarité qui ont accompagné la prospérité économique en redistribuant les richesses, des mécanismes comme la sécurité sociale, les services publics et non-marchands, une fiscalité redistributive. Mais cette recherche d'une meilleure qualité de vie dépend désormais de la capacité que nous aurons d'interroger et de mettre en question ce modèle de développement économique. Il n'est pas question de raser gratis, de rompre brutalement avec ce que nous avons connu, mais il est indispensable de réinventer notre mode de production, notre façon de consommer, notre manière de vivre en définitive. Si la transition doit être progressive, afin de protéger au mieux et en priorité les plus faibles, l'objectif doit être très ambitieux.

Une feuille de route et un forum de la société civile

Pour commencer, il serait opportun d'établir une feuille de route, à court, moyen et long terme. Laurette Onkelinx et Joëlle Milquet ont toutes deux évoqué cela dans la presse ces dernières semaines.

Ce que nous retenons en particulier de leurs propositions, c'est l'implication des acteurs de la société civile organisée. Non pas que nous souhaiterions retirer aux politiques leurs responsabilités premières, bien au contraire. Ni d'ailleurs, bien entendu, les partenaires sociaux, premiers responsables du dialogue social dont l'importance et la nécessité n'est plus à démontrer.

Mais il nous semble que les défis auxquels nous devons aujourd'hui faire face sont tels qu'il est impossible de construire des solutions durables qui n'impliquent pas totalement la société civile organisée.

Le sommet de Copenhague l'a démontré: les responsables politiques se trouvent souvent enfermés dans des contraintes d'agendas qui les obligent à faire des choix de court terme, et en privilégiant les intérêts de ceux qui les élisent directement. En évitant de se mettre à dos des sénateurs américains qui ne lui auraient pas pardonné de prendre des engagements ambitieux en matière de réductions de gaz à effets de serre, mais très contraignants pour l'économie américaine, Barak Obama a choisi de faire réussir son projet d'assurance santé. Et il a évidemment très bien fait pour les millions d'américains qui vont ainsi pouvoir disposer d'un début de protection dont ils étaient privés car ne disposant pas des moyens nécessaires. Mais cela montre la difficulté pour un politique, fût-il président de la première puissance du monde, de pouvoir répondre à l'importance de défis dont les effets concernent toute la planète et un horizon qui dépasse le court terme.

A Laurette Onkelinx et à Joëlle Milquet, nous disons donc : chiche ! Mettons en place un forum de la société civile organisée, dans lequel les organisations syndicales auront évidemment une place prépondérante, notamment pour élaborer ce nouveau Pacte social qui a été suggéré, mais qui devra également associer d'autres acteurs en vue d'établir une proposition de feuille de route pour les 10 à 20 ans qui viennent. L'Allemagne, pays du dialogue social, a initié ces dix dernières années un tel système d'engagement citoyen dont notre revue Démocratie a récemment parlé, et qui a fait évoluer la gouvernance publique. *Agissant en fonction de principes et de valeurs, indépendamment des échéances électorales et des exigences de profits à court terme, les organisations de la société civile sont ainsi le plus à même de rehausser la légitimité de la démocratie représentative, en lui donnant la constance et la durabilité qui lui font défaut.*

Dans ce travail de construction d'un nouveau modèle de vivre ensemble, la place de l'éducation permanente est centrale. Car l'éducation permanente, telle qu'on la pratique dans nos organisations, à Vie Féminine, aux Equipes Populaires, mais aussi à la JOC, à la CSC et à la Mutuelle, c'est une démarche qui prend le temps de la réflexion et de l'échange et refuse les solutions toutes faites, elle construit une parole collective face aux réactions individuelles et immédiates, elle prend en compte la complexité par le croisement de divers regards sans se laisser enfermer dans des slogans simplistes et manichéens. Une illustration nous en est donnée par le remarquable travail de Vie

Féminine au sujet de la question du port du voile. Comme le dit bien Alda Greoli dans le dernier édito du journal *En Marche*: *Il est vraiment intéressant de regarder de plus près comment se sont forgées les opinions, comment se sont remplies les pages de journaux ou les minutes de télé ou de radio et comment à l'inverse, un mouvement d'éducation permanente comme Vie Féminine a construit une position, certes plus complexe à expliquer, mais qui s'est bâtie sur la parole de centaines de femmes concernées, de tous âges, de toutes conditions. Les membres de Vie Féminine ont été citoyennes non parce qu'elles ont scandé des slogans simplistes dans la rue mais parce qu'elles ont pris le temps de la réflexion, de la confrontation, de la construction d'une parole collective! Elles ne se sont pas contentées de quelques témoignages, de prises de positions politiques qui visent plus à la recherche de parts de marchés électoraux que de débat profond.*

Face à des formes de marchandisation de plus en plus poussées qui touchent la fonction politique, il est essentiel que la société civile organisée, et en particulier ses acteurs de l'éducation permanente, soient pleinement associés à la recherche et à la mise en place d'un modèle de société centré sur le développement humain.

Une meilleure répartition du temps de travail

Dans cette feuille de route, la question du travail et de l'emploi est évidemment incontournable. Et là aussi, il va nous falloir le courage de revoir assez radicalement notre conception des choses. Mais à ce sujet, j'ai une très bonne nouvelle à vous annoncer: nous allons devoir travailler toutes et tous, mais nous allons devoir travailler moins !

Certains veulent nous faire travailler plus longtemps, mais à ce sujet, il faudra qu'on en reparle, quand on sait la pénibilité croissante de beaucoup d'activités professionnelles, les problèmes de sécurité au travail, l'augmentation du mal-être au travail, et j'en passe et des meilleures.

Mais, je vous le dis avec conviction, nous allons devoir travailler moins.

Car pour plusieurs raisons essentielles, mieux répartir le temps de travail est une obligation impérative pour sortir de la crise.

D'abord, parce qu'il nous faut créer une nouvelle économie; nous entrons dans une nouvelle société, où nous allons devoir produire moins et mieux, de manière également à consommer moins et mieux: nous ne pouvons pas continuer à épuiser les ressources de la planète et à produire des biens de moins en moins durables. D'autant plus que dans les pays du sud, ce qu'il faut faire en priorité, c'est répondre aux besoins de base, en alimentation, en eau, en énergie. Une *relocalisation* de l'économie, et une *reconcentration* sur les besoins fondamentaux des populations sont donc indispensables, tant dans nos pays riches que dans les pays pauvres.

Ensuite parce que l'évolution technologique conduit de toute manière à détruire des heures de travail: l'augmentation de la productivité est telle que l'on produit de plus en plus avec de moins en moins de travail. Et que l'économie c'est ça: c'est utiliser les ressources au moindre coût.

Egalement parce que dans le projet de société que nous avons à développer, il y aura davantage de place pour le temps hors travail, pour la formation permanente et les relations humaines, pour la participation citoyenne, pour la vie culturelle et les loisirs. Et pour plus d'égalité dans les modes de vie et la répartition des rôles sociaux entre les hommes et les femmes.

Enfin, parce que sans répartition plus équitable du temps de travail, nous condamnons une génération entière de jeunes au chômage, et que cela n'est tout simplement pas tolérable sur le plan des valeurs humaines, ni supportable par la société en terme de cohésion sociale.

Il faut donc à la fois mieux répartir le travail, et développer des emplois qui augmentent la qualité de vie: des emplois publics, et non marchands, qui offrent des services de qualité. Il nous faut passer d'une économie basée sur des biens matériels en croissance constante et dont la durée de vie est de plus en plus limitée, à une économie basée sur des biens davantage partagés, sur l'échange et l'usage collectif, sur les services immatériels et les relations humaines, réelles comme virtuelles.

A cet égard, je rappelle au passage à l'Olivier Wallon l'importance de construire ses indicateurs de développement humain, en vue d'orienter les décisions politiques sur d'autres bases que l'évolution du PIB: nous étions d'autant plus ravis de voir figurer cette décision dans la Déclaration de Politique régionale que nous l'avions encore préconisée ici même il y a un an, nous aimerions maintenant que cela se mette en place.

Des moyens publics pour des services collectifs de qualité

Mais pour pouvoir développer ces emplois, les Etats, et en ce qui concerne la Belgique, l'Etat fédéral tout comme les entités fédérées, ont besoin de moyens financiers conséquents. Il faut mobiliser des moyens pour l'avenir, notamment pour être en capacité d'assurer le paiement des pensions, de pérenniser notre protection sociale et notre système de soins de santé, et de faire face à la dette écologique qui s'annonce, mais aussi des moyens pour répondre aux besoins actuels: le logement, la mobilité, l'isolation énergétique, etc.

Une réforme fiscale radicale est dès lors plus que jamais nécessaire. Et ce n'est pas avec les fausses bonnes idées du Ministre des Finances et de son secrétaire d'Etat qu'on va aboutir à une vraie justice fiscale: la taxe carbone à la sauce Bernard Clerfayt et la levée du secret bancaire selon Didier Reynders, c'est du pipeau, c'est de la poudre aux yeux, car ça ne change strictement rien dans les équilibres entre catégories de revenus, que du contraire, et ça n'apporte donc aucune réponse structurelle à l'injustice que l'on peut constater dans la répartition des revenus.

Mesurons bien la situation à laquelle nous sommes aujourd'hui confrontés: pour venir au secours des banques, et pour prendre des mesures de relance économique et de soutien social, les Etats ont creusé leur déficit; mais, pour sortir durablement de la crise, ces mêmes Etats doivent mettre en place les bases d'un nouveau mode de vie, qui fera davantage la place au transport public, aux économies d'énergie, aux services non-marchands, aux fonctions collectives, et notamment au service public de l'éducation; et ils doivent en même temps répondre aux urgences sociales mais surtout garantir la pérennité de la protection sociale et l'avenir des pensions, conditions nécessaires au bien-être de la population. Tout cela va coûter aux budgets publics, et ils doivent donc être alimentés. Ce qui passe impérativement par une fiscalité juste, qui doit venir de ceux qui ont profité de la situation avant la crise, mais aussi de ceux qui en ont profité depuis la crise. En 2009, par exemple, les bourses ont flambé, et certains en ont retiré un bénéfice considérable, sans aucune contribution au budget de l'Etat.

Ce dont nous avons besoin, c'est donc d'une véritable réforme fiscale, qui met un arrêt à l'augmentation ininterrompue des inégalités et réduit fortement la tension entre les revenus, et qui assure à l'Etat et aux entités fédérées les moyens de mener des politiques publiques et sociales. Ce qui passe en particulier par la suppression d'un tas de privilèges fiscaux dont notre pays s'est fait une spécialité et par la perception équitable d'une contribution sur tous les revenus, en faisant participer ceux qui échappent aujourd'hui à l'impôt.

Quant au secteur financier, on peut se poser sérieusement la question de savoir si une véritable régulation est possible dans le contexte actuel, et si elle est réellement souhaitée par l'ensemble des responsables politiques. Les évolutions en cours semblent en tout cas prouver le contraire: les acteurs financiers se comportent en autistes, totalement déconnectés de la vie réelle, tout occupés à se refaire comme au casino, et en utilisant les recettes qui les ont pourtant conduits au bord du gouffre il y a quelques mois. A nouveau, c'est vraisemblablement des citoyennes et des citoyens qu'il faut attendre le changement salutaire. Et en tant que Mouvement social progressiste, nous travaillons à défendre le modèle coopératif qui est le nôtre, avec son utilité sociale et son sens éthique, et nous encourageons chacune et chacun à épargner en suivant des principes éthiques et durables et en choisissant l'économie sociale. Les banques doivent savoir qu'elles ne peuvent plus jouer impunément avec l'argent des citoyens, mais il faut dès lors que ceux-ci se fassent respecter, et ne se contentent pas de réclamer des rendements financiers toujours plus importants. C'est la position que, comme mandataires du Mouvement, nous défendons sans relâche au sein de Dexia, que ce soit au sujet du choix des investissements faits par la banque ou à propos de la politique de rémunération du groupe.

Car l'enjeu essentiel est simple mais fondamental: il s'agit de remettre la finance au service des citoyens, de la collectivité, du développement local, plutôt qu'au service des spéculateurs et des bourses comme elle l'a été durant ces dernières années.

En conclusion

Vous le voyez bien: il nous faut dépasser le compromis social démocrate qui a fondé notre développement économique et social depuis plus de 50 ans. Il nous faut « sortir du cadre », et rompre avec un certain nombre d'habitudes et de mécanismes qui nous ont donné l'illusion d'une certaine prospérité. Une prospérité qui a sans aucun doute amélioré le niveau de vie de beaucoup d'entre nous, mais qui s'est accompagnée, ces dernières années, d'une détérioration de la qualité de vie. Car les effets en sont: la pénibilité au travail, la précarité pour des catégories entières de la population, une pauvreté croissante, un environnement de plus en plus dégradé, la frénésie d'un consumérisme qui n'apporte pas le bonheur, sans compter que ce mode de vie qui est le nôtre se fait au détriment des êtres humains des pays du sud et en épuisant les ressources de la planète.

Mes amis, si nous voulons réenchanter le monde, nous devons nous mobiliser. Nous devons mobiliser toutes les énergies qui, comme nous, refusent le fatalisme, la résignation, ceux qui, dans l'espace politique et dans le champ social, poursuivent comme nous une ambition audacieuse: construire une société d'égalité, ici et partout dans le monde.

Nous devons mobiliser la gauche.

La gauche politique, car, même si nous plaçons beaucoup d'espoir dans nos majorités Olivier en Wallonie, à Bruxelles et en communauté française, *ce serait*, comme l'ont dit quelques amis dans un appel récent, *faire preuve de grande naïveté que de renoncer à la « marche à gauche », au renouvellement de l'espérance qu'elle doit incarner, aux combats qui en exprimeront la fierté.*

La gauche associative doit donc aussi se mobiliser. Le MOC avait, avec François Martou, initié le lancement des Assises pour l'Egalité. Le moment est venu de réactiver le débat progressiste pour une autre société. Le Mouvement Ouvrier Chrétien est prêt à y apporter son engagement et ses convictions, comme il l'a toujours fait par le passé.

En ayant à l'esprit ce magnifique adage issu de la sagesse africaine qui nous apprend que « *Si tu veux aller vite, fais le seul, mais si tu veux aller loin, alors il faut le faire ensemble...* »

thierry.jacques@moc.be